



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Elaboration et mise en place d'un nouveau dispositif
itinérant en métropole de promotion des formations et
établissements de l'enseignement agricole**

Numéro de consultation : DGER-2024-003

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

Table des matières

I.	A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE	3
A.	<i>Présentation de la DGER</i>	3
B.	<i>L'enseignement agricole en France et ses atouts</i>	3
C.	<i>Les enjeux de l'enseignement agricole</i>	4
II.	LA COMMUNICATION EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE	5
A.	<i>« L'Aventure du vivant », une campagne de communication 360°</i>	5
B.	<i>Retour d'expérience de la première campagne ADV</i>	5
III.	Objet et durée de l'accord-cadre	6
IV.	Objectifs et cibles du dispositif	6
V.	Attendus de l'accord-cadre	7
A.	<i>Conception du dispositif itinérant</i>	7
1.	<i>Spécifications</i>	7
2.	<i>Engagement environnemental et durabilité</i>	8
3.	<i>Animation</i>	8
4.	<i>Planification</i>	9
5.	<i>Communication</i>	10
6.	<i>Evaluation et retours d'expérience</i>	10
B.	<i>Pilotage</i>	10
C.	<i>Mise en œuvre du dispositif itinérant</i>	10
VI.	Actualisation du dispositif	11
A.	<i>Modifications du dispositif technique</i>	11
B.	<i>Modifications du dispositif de communication</i>	11
VII.	SYNTHESE ET MODALITES DU TRAVAIL DEMANDE AUX CANDIDATS	12
VIII.	CALENDRIER	12
IX.	ANNEXES	13

I. A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

A. Présentation de la DGER

La Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) met en œuvre la politique en matière d'enseignement agricole et de formation continue et participe à la définition et à l'animation de la politique en matière de recherche agronomique, biotechnologique et vétérinaire.

La direction définit et anime la politique de recherche, d'innovation et de développement dans le champ de compétences du ministère. Elle soutient l'innovation, notamment à travers la coordination du plan national de développement agricole et rural, elle veille à l'intégration des Instituts techniques agricoles et agro-industriels dans la stratégie nationale de recherche et dans l'espace européen de recherche.

B. L'enseignement agricole en France et ses atouts

L'enseignement agricole est le second système éducatif en France. C'est un dispositif de formation et d'éducation, partie prenante du service public d'éducation, à taille humaine, dynamique et en constante évolution. Il est pourtant assez méconnu du grand public, des familles et même des prescripteurs de l'orientation.

Il comprend plus de **800 établissements scolaires** présents sur l'ensemble du territoire y compris l'outre-mer et accueillant plus de **150 000 élèves et 17 000 étudiants et apprentis**. Il comprend également **18 établissements d'enseignement supérieur agronomique** (publics et privés), **vétérinaire et de paysage**.

Il prépare à plus de **200 métiers avec un emploi à la clé**, dans des secteurs passionnants comme l'environnement, l'agriculture, l'agroéquipement, l'alimentation, les services à la personne... Il propose **plus de 150 formations générales, technologiques et professionnelles** pour un métier, au contact des autres et de la nature.

Il dispense des formations générales et technologiques dans le domaine des sciences du vivant et des formations professionnelles couvrant une large palette de métiers. Ainsi, les établissements préparent aux diplômes du baccalauréat général scientifique, du baccalauréat technologique sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, aux baccalauréats professionnels dans les familles de métier suivantes : agriculture, transformation alimentaire, environnement, forêt, aménagement paysager, services à la personne et aux territoires...

Ces diplômes présentent de **très bons taux de réussite aux examens et d'excellents taux d'insertion professionnelle**. La filière générale scientifique et la filière technologique permettent une poursuite d'étude vers le supérieur court (BTS ou DUT) et vers le supérieur long, notamment vers les écoles d'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et de paysage.

Les établissements sont à la fois **ancrés dans leur territoire et ouverts à l'international**. L'enseignement agricole est en **lien étroit avec la recherche et l'innovation** pour promouvoir notamment l'agroécologie, démarche qui vise à concevoir des systèmes de production agricoles performants en termes économiques, environnementaux, sociaux et sanitaires.

Enfin, la qualité de vie des élèves de l'enseignement agricole doit également être soulignée. L'enseignement agricole se caractérise par la présence quasi-systématique d'internats dans les établissements ; **60 % des élèves sont ainsi internes** avec une place importante accordée au climat scolaire et à l'ouverture aux autres. Les équipes pédagogiques animent avec leurs élèves, au travers des marges d'autonomie offertes par les référentiels de formation, des projets tournés vers la promotion de l'engagement citoyen, la santé, l'éducation socio-culturelle. **Ces établissements proposent également des équipements sportifs et un environnement en pleine nature, source de confort pour les jeunes.**

Pourquoi faire le choix de l'enseignement agricole ?

C'est un enseignement au cœur des grands enjeux d'aujourd'hui et de demain ! En choisissant l'enseignement agricole, le jeune fait le choix d'une pédagogie, d'études et de formations qui permettent d'obtenir un diplôme et un emploi en lien avec les grandes préoccupations de notre société

: l'alimentation, l'environnement, les territoires, le développement durable, l'énergie...

L'enseignement agricole a de nombreux atouts :

- Des établissements à taille humaine,
- Un suivi individualisé des élèves,
- Des internats,
- Des possibilités de stage à l'étranger,
- Un grand choix d'activités parascolaires,
- Des stages pour toutes les formations.

C. Les enjeux de l'enseignement agricole

L'enseignement agricole fait face à plusieurs défis dans les années à venir, tant pour répondre aux besoins croissants en main-d'œuvre que pour accompagner les grandes transitions environnementales et sociétales. L'objectif principal est de garantir la souveraineté alimentaire du pays, en formant de nouvelles générations aux métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire, tout en offrant des opportunités de formation continue aux professionnels en poste. Au-delà de la formation de nouveaux acteurs, il est essentiel que l'enseignement agricole contribue à l'innovation et propose des solutions concrètes aux enjeux à venir :

Réconcilier les citoyens avec l'agriculture

Une meilleure compréhension des métiers et des formations agricoles est essentielle. Bien que les agriculteurs bénéficient d'une image positive dans l'opinion publique, la réalité des opportunités offertes dans ce secteur reste souvent mal perçue. Il existe un besoin urgent de revaloriser l'image de l'agriculture, qui souffre d'une vision dépassée et incomplète. Le dispositif mis en place devra aider à mieux faire connaître la diversité des carrières et des formations, tout en valorisant les avancées technologiques et les innovations du secteur, afin de changer cette perception et d'encourager davantage de jeunes à s'orienter vers ces métiers.

Assurer le renouvellement des générations en agriculture

Le secteur agricole fait face à un besoin urgent de renouvellement des générations. Avec de nombreux départs à la retraite prévus dans les prochaines années, il est crucial d'augmenter le nombre de nouveaux agriculteurs, vétérinaires, ingénieurs agronomes et autres professionnels du secteur. Le nouveau dispositif permettra d'attirer et de former un plus grand nombre d'apprenants, avec pour objectif de répondre aux besoins croissants du marché. Cela inclut également la mise en avant des opportunités de carrière dans les différents secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du paysage, et de la gestion des ressources naturelles.

Accompagner les transitions agroécologique et climatique

L'agriculture joue un rôle central dans la transition vers un modèle plus durable. Les citoyens expriment un besoin croissant d'informations sur les pratiques agricoles, notamment en matière de réduction des pesticides, d'agriculture biologique et de durabilité. Le nouveau dispositif contribuera à sensibiliser et à former les futurs professionnels aux pratiques agricoles responsables, tout en vulgarisant les innovations qui répondent aux attentes des consommateurs et aux impératifs environnementaux. Ce programme permettra de mieux préparer les jeunes et les professionnels aux défis du changement climatique et de la transition agroécologique.

Des informations sur les établissements de l'enseignement agricole, dont leur cartographie, sont disponibles aux adresses suivantes :

<https://sigea.educagri.fr/cartes-de-lea/rechercher-un-etablissement>

<https://chlorofil.fr/portrait-ea>

<https://enseignement-agricole.opendatasoft.com/explore/?sort=modified>

II. LA COMMUNICATION EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

A. « L'Aventure du vivant », une campagne de communication 360°

Les formations de l'enseignement agricole dépassent le domaine purement agricole et forment aussi à des métiers qui recrutent dans les secteurs de l'environnement, de l'alimentation, de la mécanique, de la robotique et des services à la personne et aux territoires... Afin de faire connaître l'ensemble de son offre aux jeunes en recherche d'orientation, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, accompagné du ministre de l'Éducation nationale et de la ministre du Travail, a lancé une campagne de communication lors du Salon international de l'agriculture 2019, intitulée « L'aventure du vivant ».

Il s'agit d'une campagne de communication, d'information et de valorisation des formations de l'enseignement agricole et de leurs débouchés à destination du grand public. Sont visés plus particulièrement les élèves des collèges et lycées de l'Éducation nationale et les prescripteurs que sont les parents, les enseignants de l'éducation nationale, les personnels des services de l'orientation. Ce dispositif se compose de trois volets :

- 1 : **Des campagnes de communication** via différents canaux (réseaux sociaux, médias...) #lAventureDuVivant
- 2 : **Un site internet** : laventureduvivant.fr, dont la refonte est prévue d'ici 2025.
- 3 : **Un dispositif itinérant** : « L'Aventure du vivant – Le Tour », initié en 2020.

Le renouvellement des générations en agriculture, nécessaire à la souveraineté alimentaire de la Nation et aux transitions agro-écologique et climatique, doit s'accompagner d'une augmentation de 30% des apprenants de l'enseignement agricole d'ici 2030. A ce titre, les outils de communication décrits ci-dessus sont identifiés comme un des leviers majeurs permettant l'atteinte de cette ambition, formalisé dans le pacte et la loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

- Pacte : <https://agriculture.gouv.fr/marc-fesneau-presente-le-pacte-dorientation-pour-le-renouvellement-des-generations-en-agriculture>

B. Retour d'expérience de la première campagne ADV

Le dispositif actuel « **L'aventure du vivant : Le Tour** » se présente sous la forme d'un camion pédagogique et ludique afin de découvrir les métiers du vivant.

Les visiteurs découvrent les formations et métiers du vivant grâce à :

Aménagement :

L'unité mobile, constituée d'un camion de 18 m, propose deux espaces distincts de 45m² chacun et d'une capacité de 25 personnes chacun.

- **un espace dédié à l'immersion** avec un simulateur de conduite d'engins agricoles, des casques de réalité virtuelle, des écrans interactifs et tablettes connectées avec des jeux éducatifs et de la documentation;
- **un second espace d'échanges et de conférences** permettant d'accueillir une classe.

Étapes et parcours :

Le camion réalise entre 20 et 50 étapes par semestre en lien avec les événements concernant l'orientation et les métiers comme le Mondial des métiers en Auvergne-Rhône-Alpes ou Terres en fête dans les Hauts-de-France. Par ailleurs, le camion est mobilisé pendant toute la durée du Salon International de l'Agriculture (9 jours, fin février).

Le prestataire propose en lien avec les services en région des étapes, dont le parcours est validé par la DGER.

Animation :

À l'intérieur du camion : deux animateurs prennent en charge les groupes afin de leur présenter l'enseignement agricole et les accompagner dans leur découverte des outils numériques mis à leur disposition. Des jeunes et des enseignants des établissements agricoles de la région peuvent venir échanger et répondre aux questions.

Le prestataire gère les contacts et retombées presse.

Bilan :

Le dispositif établi en 2019 et lancé en 2020 lors du Salon International de l'Agriculture est devenu au fil du temps un outil de communication plébiscité par les DRAAF, les établissements de l'enseignement agricole et les acteurs locaux.

Le camion a permis de partir à la rencontre de notre public cible (les élèves de l'Éducation nationale), afin de leur expliquer nos métiers et formations dans un cadre inhabituel et ludique. Plusieurs milliers de jeunes ont été touchés et le camion est devenu un outil important de notre stratégie de communication ayant pour but d'assurer le renouvellement des générations en agriculture.

Le prestataire est libre de proposer un nouveau dispositif itinérant en reprenant ou non ce qui a été fait précédemment.

III. Objet et durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne la **conception, la réalisation, et le déploiement d'un nouveau dispositif itinérant que le ministère souhaite renouveler et optimiser.**

Ce dispositif vise à **promouvoir les formations, les métiers, et les établissements de l'enseignement agricole auprès de plusieurs cibles clés** : les jeunes en phase d'orientation, les prescripteurs (parents, enseignants, conseillers d'orientation), ainsi que le grand public, qui joue un rôle important dans la perception de l'enseignement agricole.

L'objectif de l'accord-cadre est de **concevoir un dispositif mobile innovant et attractif**, capable de parcourir la France métropolitaine et de s'adapter aux différents contextes locaux pour maximiser l'impact de la campagne. Pour aller à la rencontre de tous les publics, il doit pouvoir être modulable/adaptable pour pouvoir être installé dans des salons d'importance nationale comme dans des cours de collège en milieu urbain dense. Le dispositif devra être à la fois une **vitrine des opportunités offertes par l'enseignement agricole et un outil d'interaction avec les cibles identifiées**. Il devra intégrer des technologies modernes et des approches interactives pour capter l'attention et susciter l'intérêt des publics visés, tout en répondant aux impératifs de durabilité environnementale.

Cet accord-cadre est prévu pour **une durée de 6 ans, renouvelable, avec une première période ferme de 2 ans**. Cette durée doit permettre au prestataire de développer une **approche progressive et adaptable**, avec des phases d'évaluation régulières pour ajuster la stratégie en fonction des résultats obtenus. Le dispositif devra donc être conçu pour évoluer au fil du temps, en fonction des retours d'expérience, des avancées technologiques, et des évolutions des besoins du ministère en matière de communication et de promotion.

IV. Objectifs et cibles du dispositif

Le dispositif itinérant contribuera à faire découvrir l'enseignement agricole et de ses métiers au plus près des citoyens, dans les territoires disposant d'établissements recruteurs, et dans ceux avec un vivier important de jeunes tout en donnant une **image positive, dynamique et moderne afin de susciter l'intérêt du public et des médias**.

Ce dispositif doit contribuer à l'augmentation des recrutements dans les établissements de l'enseignement agricole.

L'objectif de cet accord-cadre est de concevoir, organiser, réaliser et mettre en œuvre un dispositif itinérant mobile qui permettra de présenter :

- les métiers (descriptif, variété, évolutions, débouchés, filières en tension, rémunérations, sens, impact sociétal) ;
- les formations (durée, modalité d'apprentissage et d'accès, type de diplômes, suite d'étude, passerelles, taux de réussite aux examens et d'insertion professionnelle) ;
- les établissements de l'enseignement agricole (spécificités de l'enseignement agricole avec une pédagogie adaptée, des conditions de vie favorables avec l'internat et les multiples activités, intégration territoriale, etc.) ;
- les modalités d'accès à cet enseignement (mini-stage, portes ouvertes, site internet de l'Aventure du vivant et des établissements de la région, etc.).

Le dispositif devra permettre d'accroître les inscriptions dans les établissements agricoles dans les territoires disposant d'établissements recruteurs, et dans ceux avec un vivier important de jeunes.

Le dispositif devra être conçu pour être une vitrine des formations de l'enseignement agricole et des débouchés auprès des cibles identifiées :

- les jeunes qui réfléchissent à leur orientation future (de la 5^e jusqu'aux étudiants de l'enseignement supérieur) ;
- les prescripteurs (parents, professeurs, professionnels de l'orientation, personnels de l'éducation nationale...) qui guident les élèves ou leurs enfants dans leur choix d'orientation ;
- le grand public qui découvre l'enseignement agricole, ses caractéristiques et qui forme à des métiers d'avenir, porteurs de sens et proches du vivant et des préoccupations des jeunes ;
- la presse spécialisée et la presse locale, les autres médias et les relais d'opinion.

Pour atteindre ces cibles, le dispositif sera itinérant, capable d'accueillir à la fois le grand public et des classes scolaires. Le dispositif permettra d'établir des échanges avec les jeunes, leurs parents et les prescripteurs d'orientation. Il permettra de valoriser les atouts de l'enseignement agricole, de ses formations et de ses métiers, tout en luttant contre les idées reçues.

Le dispositif proposera une immersion dans les formations proposées par l'enseignement agricole et les métiers associés, avec la possibilité d'organiser des rencontres avec d'anciens élèves de l'enseignement agricole.

V. **Attendus de l'accord-cadre**

A. **Conception du dispositif itinérant**

1. **Spécifications**

Le dispositif mobile de promotion devra :

- Être installé et désinstallé aisément (1/2 journée), à proximité des établissements d'enseignement, dans des espaces publics ou dans un lieu d'exposition, y compris sur des terrains non goudronnés par le prestataire ;
- Être en capacité de se déplacer rapidement dans toute la France métropolitaine ;
- D'accueillir du public et plus particulièrement scolarisé. Il devra être en capacité d'accueillir une classe dans des conditions permettant des échanges collectifs.

S'agissant de son organisation intérieure et extérieure, le dispositif devra :

- Être en partie modulable afin de pouvoir organiser différents types de séquences (classe, petits groupes, expositions, activités différentes, etc.) dans différents types de lieu ;
- Comporter à minima une fenêtre ou une ouverture afin de permettre aux personnes extérieures d'apercevoir ce qu'il s'y passe ;
- Permettre l'intégration d'un espace dédié à un dispositif de simulation de conduite d'engins agricoles fourni par le ministère et d'outils numériques innovants (drone, intelligence artificielle, etc.) ;
- Disposer d'un espace documentation accessible aux visiteurs et d'un dispositif permettant la projection de vidéos (y compris aisément par un tiers organisateur) ;
- Disposer de la possibilité d'aménager un espace extérieur abrité permettant un premier

- contact avec les publics cibles.
- Permettre l'identification sans ambiguïté et rapidement de la campagne de l'Aventure du vivant, en veillant au respect de la charte graphique du ministère et de la campagne.

Le prestataire a la charge de tout l'aménagement intérieur et extérieur. L'intérieur devra comporter une place pour accueillir un simulateur, qui sera fourni par le ministère.

Les conditions de sécurité du dispositif, tant au niveau de son installation que dans son organisation, devront permettre d'accueillir des groupes, d'organiser et de filtrer des flux de personnes et d'être compatibles avec les différents niveaux de sécurité Vigipirate.

Le dispositif itinérant doit être conçu pour garantir une accessibilité totale aux personnes en situation de handicap notamment celles à mobilité réduite (PMR). Cela inclut non seulement les aménagements physiques du dispositif, comme l'installation de rampes d'accès, des espaces suffisamment larges pour faciliter la circulation des fauteuils roulants, et des zones d'accueil adaptées, mais aussi l'accessibilité (physique et en termes de facilité de compréhension) des contenus pédagogiques et interactifs proposés. L'usage de la méthode FALC (Facile à Lire et à comprendre) sera utilisée. L'objectif est de rendre l'expérience inclusive pour tous les visiteurs, quelle que soit leur situation, afin que chacun puisse bénéficier des informations et animations proposées sur l'enseignement agricole et ses métiers.

Le dispositif devra utiliser le plus possible de matériaux biosourcés et/ou recyclés dans ses aménagements intérieurs.

En complément, le dispositif pourra :

- Proposer un point café/eau ;
- Disposer d'un équipement permettant la diffusion sonore de messages ou musiques.

Le dispositif doit être prévu pour être disponible tel que conçu initialement pendant toute la durée de l'accord-cadre, éventuelles reconductions comprises. Il pourra être modifié dans les conditions et délais prévus au point « Actualisation du dispositif ».

Les créations artistiques et les supports de communication intégrés dans le dispositif mobile itinérant seront soumises à la validation du ministère.

2. Engagement environnemental et durabilité

Dans un souci de respect de l'environnement et d'engagement pour les transitions écologiques, le dispositif devra, dans la mesure du possible, être conçu de manière à minimiser son empreinte carbone. Cela inclut l'utilisation de matériaux durables et recyclables dans la construction du dispositif, l'optimisation des déplacements pour limiter les émissions de CO₂, et l'utilisation d'énergies renouvelables pour alimenter les équipements techniques. Un suivi précis du bilan carbone du dispositif sera mis en place, avec des indicateurs permettant de mesurer et d'évaluer son impact environnemental tout au long de la campagne. Des actions correctives pourront être envisagées afin d'optimiser continuellement la réduction de son empreinte écologique.

3. Animation

Animations en lien avec le vivant

Afin de découvrir les métiers et formations proposés par l'enseignement agricole et en lien avec les objectifs précédemment énoncés, le dispositif itinérant proposera des animations :

- Sensorielles, en lien avec le vivant, la terre, les textures, les senteurs ;
- Ludiques, afin d'ancrer les savoirs (ex. jeux vidéo, jeux de société, challenges, quiz...) ;
- Variées et adaptées aux classes d'âges des visiteurs (projection de vidéos, échanges avec d'ancien élèves, des formateurs, des jeunes de l'enseignement agricole...) ;
- Innovantes permettant une immersion dans le métier (simulateur) ou une initiation aux nouvelles technologies et techniques présentes dans l'agriculture (drones, intelligence artificielle...)

Équipe d'animation

L'animation sera réalisée par une équipe composée d'au moins 2 animateurs qualifiés. De par leurs expériences professionnelles, personnelles ou bénévoles, ils auront obligatoirement une bonne connaissance du monde agricole et de l'enseignement agricole technique ou supérieur. Le prestataire devra s'assurer de leur capacité à travailler dans un milieu en contact avec une population de mineurs. La composition de l'équipe fera l'objet d'une validation préalable au démarrage de la prestation par le ministère.

La prestation d'animation comprend le transport aller-retour vers le ou les sites déterminés par le ministère, la mise en place et le démontage. La mise à disposition sera continue durant la période demandée par le ministère. Il prendra en compte les délais d'installation préalables et postérieurs à l'événement.

L'équipe d'animation devra être en capacité de présenter l'enseignement agricole, de répondre aux questions des élèves et enseignants sur les formations et débouchés de l'enseignement agricole. Elle devra connaître les établissements à proximité du lieu de l'animation, les dates des journées portes ouvertes et les modalités de contact.

Elle devra être en capacité de faire fonctionner les dispositifs d'animation prévus ou mise à disposition par le ministère.

Elle devra faire preuve de réactivité, d'anticipation et d'autonomie pour prendre en charge les différents publics.

Elle travaillera en étroite collaboration avec les partenaires, les membres de la communauté éducative et plus particulièrement avec ceux de l'enseignement agricole qui seront mobilisés par le ministère.

Le dispositif global d'animation est arrêté lors de la création et élaboration du dispositif de communication initial. Il pourra faire l'objet de modifications via une commande, dans les conditions décrites à l'article VI B « Modifications du dispositif de communication ».

4. Planification

« L'Aventure du vivant : le Tour » est une opération itinérante au plus près des territoires. Pour l'élaboration de l'itinéraire, il est demandé au titulaire de proposer un projet de parcours en métropole qui devra prendre en compte :

- les événements régionaux et nationaux agricoles et/ou agroalimentaires accueillant du grand public ;
- les territoires porteurs en termes de recrutement de jeunes ;
- les établissements publics de l'Éducation nationale susceptibles d'être intéressés ;
- les établissements de l'enseignement agricole susceptibles d'être mobilisés (en lien avec les DRAAF)

Ce parcours sera assorti d'un calendrier qui mentionnera l'identité des établissements et publics accueillis ainsi que le programme de chaque journée. Le calendrier devra prévoir une présence dans 2 à 3 villes par semaine sur la période déterminée préalablement par le ministère.

En cas de besoin, il pourra être commandé des durées de mise à disposition allant de 1 à 10 jours. Il est entendu que l'acheteur pourra commander de manière concomitante ou séparée plusieurs fois des durées de mise à disposition similaires ou différentes.¹

L'élaboration de la campagne fait l'objet d'échanges avec le titulaire. En cas de désaccord éventuel sur l'itinéraire, le ministère peut imposer le parcours souhaité.

Une fois validée par le ministère, le titulaire est chargé de la préparation de la campagne et notamment de la gestion de la prise de contacts avec les établissements de l'éducation nationale et les collectivités territoriales pour les aspects logistiques. Le ministère prend en charge le lien avec les services

¹ Illustration : Une commande pourra allier la commande de 4 jours et 5 jours de mise à disposition soit 9 jours de mise à disposition avec animation sur un même site. Un complément de 3 jours pourra être commandé soit 12 jours de mise à disposition.

régionaux de l'agriculture et les établissements d'enseignement agricole.

5. Communication

En amont du Tour, un plan de communication annuel et de valorisation sera proposé par le prestataire. La relation avec les médias pendant le tour des établissements retenus sera réalisée en commun avec la communauté de l'enseignement agricole. Tous ces éléments feront l'objet d'une validation préalable par le ministère.

6. Évaluation et retours d'expérience

Le prestataire fournira régulièrement au ministère, et à minima une fois par trimestre, des éléments permettant de mesurer l'impact du dispositif itinérant auprès du public visé (ex : nombre de visiteurs, typologie (parents, élèves, membre d'équipe pédagogique, etc.), origine des élèves ayant visité le dispositif (enseignement agricole, éducation nationale).

De plus, chaque année, le prestataire s'engagera à évaluer sur le plan qualitatif la stratégie mise en place et à la réévaluer si besoin en lien avec les objectifs du dispositif. (ex : retour d'expérience des cibles)

B. Pilotage

La comitologie du projet se compose, d'une part d'un comité de pilotage et d'autre part de réunions d'information.

• Comité de pilotage

Périmètre

Il assure le suivi de la mise en œuvre du dispositif.

Membres du comité de pilotage

Le prestataire et de ses équipes

Le ministère via des membres appartenant à la DGER

Fréquence de réunions

Une réunion de lancement sera organisée par l'acheteur avec le titulaire de l'accord-cadre, après sa notification, dans les locaux de l'acheteur, au cours de laquelle d'éventuels ajustements pourront être demandés sur l'optimisation du message et du concept créatif.

Puis, les réunions auront lieu à minima, une fois par trimestre (4 réunions par an)

Par ailleurs, le prestataire est tenu d'informer le ministère de son arrivée sur chaque site et se rendra disponible pour des échanges réguliers si nécessaire.

Parcours

Le ministère et les directions régionales du ministère (DRAAF) sont en charge de proposer avec le prestataire le parcours du dispositif, qui reste sous la responsabilité et la validation du ministère.

Décision

Le ministère validera les différentes étapes du dispositif.

• Réunions d'information

Dans la mise en œuvre du dispositif, de nombreux partenaires sont mobilisés comme les DRAAF, les établissements de l'enseignement agricole, les fédérations professionnelles... Le ministère mettra en place deux fois par an des réunions afin de les informer de l'état d'avancement du projet. Le prestataire pourra être mobilisé si besoin afin d'apporter des éléments factuels aux participants.

C. Mise en œuvre du dispositif itinérant

Après validation de la planification par le ministère, un bon de commande est notifié au titulaire en

fonction du nombre de visites prévues par campagne.

Les unités de commande sont les suivantes :

- 1 à 5 visites de site ;
- 6 à 10 visites de site ;
- 11 à 20 visites de site ;
- 21 à 30 visites de site ;
- 31 à 40 visites de site ;
- 42 à 50 visites de site.

Tous les frais inhérents à un dispositif itinérant entre des sites successifs, séparés et distants sont inclus dans la prestation demandée.

Après émission du bon de commande, le prestataire devra être en capacité de fournir au ministère le dispositif de promotion avec ou sans prestations d'animation dans un délai **d'un mois maximum**.

VI. Actualisation du dispositif

Le ministère se réserve la possibilité de demander des modifications du dispositif technique ou de communication qui donneront lieu à émission de bons de commande.

A. Modifications du dispositif technique

Dans l'hypothèse où des modifications techniques sont nécessaires sur le dispositif mobile itinérant tel qu'initialement conçu, il pourra être commandé les prestations suivantes.

Ces modifications pourront concerner l'aménagement intérieur, l'identité graphique, des éléments techniques (matériels audiovisuels, informatiques, etc.), etc.

Unités de commande	Illustrations des potentielles modifications
Modifications particulièrement peu importantes	Illustrations à modifier
Modifications peu importantes	Matériel audiovisuel
Modifications moyennement importantes	Identité graphique
Modifications importantes	Zone d'accueil
Modifications particulièrement importantes	Aménagement intérieur

Avant émission du bon de commande, les modifications souhaitées par le ministère font l'objet d'échanges avec le titulaire afin d'arrêter l'unité de commande nécessaire.

Les délais d'exécution de la prestation sont précisés dans le bon de commande. Les modifications techniques exactes attendues du titulaire sont formalisées dans un document annexé au bon de commande. Ce document peut préciser tout élément utile à l'exécution des prestations objet du bon de commande (pilotage, délais intermédiaires, processus de validation, etc.).

Il est entendu que l'acheteur pourra commander de manière concomitante ou séparée plusieurs fois des prestations similaires ou différentes pour une même modification.²

B. Modifications du dispositif de communication

Dans l'hypothèse où des modifications sont nécessaires au dispositif de communication tel

² Illustration : Une commande pourra allier la commande de modifications moyennement importantes et de modifications importantes. Une commande de deux modifications peu importantes pourra également être faite en complément de modifications particulièrement importantes.

qu'initialement conçu, il pourra être commandé les prestations suivantes. Ces modifications pourront intervenir sur le choix des médias utilisés ou la portée du dispositif de communication.

Unités de commande	Délais de réalisation à compter de la notification du bon de commande
Modifications particulièrement peu importantes	1 jour
Modifications peu importantes	2 jours
Modifications moyennement importantes	5 jours
Modifications importantes	10 jours
Modifications particulièrement importantes	20 jours

Avant émission du bon de commande, les modifications souhaitées par le ministère font l'objet d'échanges avec le titulaire afin d'arrêter l'unité de commande nécessaire.

Les délais d'exécution de la prestation sont précisés dans le bon de commande. Les modifications exactes attendues du titulaire sont formalisées dans un document annexé au bon de commande. Ce document peut préciser tout élément utile à l'exécution des prestations objet du bon de commande (pilotage, délais intermédiaires, processus de validation, etc.).

Il est entendu que l'acheteur pourra commander de manière concomitante ou séparée plusieurs fois des prestations similaires ou différentes pour une même modification.³

VII. **SYNTHESE ET MODALITES DU TRAVAIL DEMANDE AUX CANDIDATS**

La proposition des candidats devra inclure un dispositif itinérant accompagné d'une campagne de communication, conçue pour atteindre les objectifs définis et les cibles identifiées. Plus précisément, elle devra comprendre :

- Une analyse stratégique.
- Un concept créatif solide, une recommandation détaillée pour le dispositif itinérant (animations comprises) et la campagne de communication.
- Une justification du concept créatif, avec des propositions d'évolution graphique si nécessaire.
- Une déclinaison créative adaptée aux différents supports activés dans le cadre de la campagne de communication proposée.
- La mise en œuvre et le suivi rigoureux de la campagne, y compris la gestion des relations presse à chaque phase (avant, pendant, après).

La présentation des candidats devra également inclure :

- Des indicateurs de résultats et de performance clairs.
- Un rétroplanning détaillé pour la mise en œuvre du dispositif et de la campagne.

Le prestataire devra également :

- Présenter son organisation, son équipe dédiée, et le responsable désigné pour gérer le dispositif et la campagne en cas d'attribution.
- Assurer le respect et l'optimisation du budget prévisionnel en toutes circonstances.
- Dédier un interlocuteur-coordonateur qui sera le point de contact principal pour toutes les questions relatives à la campagne, à la comptabilité, et au suivi régulier. Ce coordinateur assurera la liaison entre les équipes internes du prestataire, les correspondants locaux, les fournisseurs extérieurs, et le ministère.

VIII. **CALENDRIER**

Le dispositif de la partie forfaitaire devra être opérationnel pour une installation au Salon International de l'Agriculture 2025, qui aura lieu du 22 février au 2 mars, Porte de Versailles à Paris.

³ Illustration : Une commande pourra allier la commande de modifications moyennement importantes et de modifications importantes. Le délai de réalisation à compter de la notification du bon de commande sera donc de 15 jours. Une commande de deux modifications peu importantes pourra être faite. Le délai de réalisation à compter de la notification du bon de commande sera de 4 jours.

Une phase de validation d'une durée minimale de 3 semaines devra être intégrée avant cette échéance, afin de permettre les ajustements nécessaires et les échanges sur le dispositif.

Ce dispositif pourra ne pas être la solution définitive, mais devra alors répondre aux exigences minimales suivantes :

- Le dispositif doit être opérationnel, fonctionnel, et capable de recevoir le public, même si certains éléments plus avancés (comme des animations interactives) ne sont pas encore finalisés.
- Le dispositif doit être conforme aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap (notamment les personnes à mobilité réduite (PMR)), avec des aménagements adéquats.
- Le dispositif doit intégrer les éléments graphiques essentiels, en respectant l'identité visuelle de la campagne (chartes graphiques, logos, couleurs, etc.), même si des ajustements graphiques pourront être faits par la suite.
- Les informations clés concernant les formations et métiers de l'enseignement agricole doivent être disponibles et présentées de manière claire et accessible pour le public (ex. : brochures, affiches, supports digitaux).
- Le dispositif doit respecter toutes les normes de sécurité pour le public et les équipes présentes, notamment en ce qui concerne l'installation, la stabilité, et l'accès.
- Le dispositif doit être conçu de manière à pouvoir évoluer facilement vers sa version définitive, en intégrant par exemple des modules supplémentaires ou des animations interactives non encore déployées.
- Même dans sa forme temporaire, le dispositif doit refléter un engagement en faveur du développement durable (ex. : matériaux durables, optimisation énergétique, etc.).
- Bien que certaines animations plus complexes puissent être développées après le Salon, une animation de base (ex. : démonstrations interactives simples ou simulateurs) doit être présente pour engager le public.
- Le dispositif doit inclure des espaces ou éléments prévus pour accueillir des améliorations ou extensions.

Dans tous les cas, la solution définitive du dispositif devra être mise à disposition au plus tard pour le 14 mars 2025.

À titre informatif, la notification du présent accord-cadre est prévue au plus tard durant la première quinzaine du mois de janvier 2025.

IX. **ANNEXES**

- Portrait de l'enseignement agricole
- Exemples de productions de communication (Posts Instagram, Facebook)
Ces productions sont directement consultables sur les réseaux sociaux suivants :
<https://www.facebook.com/laventureduvivant>
<https://www.instagram.com/laventureduvivant/>
- Dossier de presse de rentrée 2024
- Charte graphique « Aventure du vivant »